



**Arrêté n°2022-DCL-BENV-659  
portant mise en demeure à l'encontre de la société ATLANTIC CATA pour ses  
activités qu'elle exploite à Bazoges en Paillers  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21-DRCTAJ/1-185 du 1<sup>er</sup> avril 2021 autorisant la Société ATLANTIC CATA à exploiter une unité de cisailage et de broyage de pots catalytiques sur le territoire de la commune de Bazoges-en-Paillers ;

**VU** l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2021 qui dispose que « *La cisaille sera située dans un poste fermé étanche lors de la coupe.* » ;

**VU** l'article 5.12 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2021 qui dispose que « *Lors de l'arrivée des déchets sur site, l'exploitant : recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R.541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012.* ». Cet arrêté ministériel du 29 février 2012 a été mis à jour par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

**VU** l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments qui dispose que « *Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.* » ;

**VU** l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments qui dispose que « *Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.* » ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 mai 2022 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 22 avril 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le bâtiment principal contient une cisaille destinée à la découpe des pots catalytiques, mais que celle-ci ne se situe pas dans un local dédié fermé avec aspiration des poussières ;
- le registre des déchets entrants mentionne des informations non conformes aux dispositions ministérielles : indication d'un nombre de pots au lieu d'un poids, écart entre les informations présentes sur les bordereaux de suivi de déchets dangereux et le registre (code déchets en particulier), utilisation du registre pour des avances de paiement, des numéros de bordereaux de suivi identiques utilisés plusieurs fois. Par ailleurs, ce registre indique l'admission de déchets en transit/regroupement non spécifiquement prévus ;
- le registre des déchets sortants ne mentionne pas la nature dangereuse des déchets, ni parfois les numéros de bordereaux de suivi des déchets. Le code déchets n'est pas précisé, ainsi que certains transporteurs. Le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle pour les lots de monolithes exportés en Allemagne n'est pas indiqué.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.1.3 et 3.8 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2021 et 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ATLANTIC CATA de respecter les prescriptions dispositions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## ARRÊTE

### **Article 1.      Mise en demeure**

La société ATLANTIC CATA exploitant une installation de regroupement et traitement de déchets dangereux de pots catalytiques sise ZA de l'Hermitage sur la commune de Bazoges en Paillets (85130) est mise en demeure de respecter :

- Dans un délai de 24 heures, l'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2021 en cessant tout apport de déchets non prévus en transit/regroupement (site uniquement limité aux batteries et pots catalytiques) ;
- dans un délai de 2 mois, les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 en établissant un registre de suivi des déchets conforme à la réglementation ;
- dans un délai de 12 mois, l'article 3.8 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2021 en plaçant la cisaille des pots catalytiques dans un local fermé et étanche relié à un système d'aspiration des poussières.

Pour ce dernier point, l'exploitant transmet au préfet sous un délai d'un mois un échéancier précis des travaux à effectuer.

### **Article 2.      Respect de la mise en demeure**

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 2 et 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

### **Article 3.      Dispositions pénales**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4.      Dispositions administratives**

#### **Article 4.1.      Délais et voies de recours**

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une

décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 4.2. Publicité de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bazoges en Pailers et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture (bureau de l'environnement – section installations classées).

#### **Article 4.3. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société ATLANTIC CATA, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **10 JUIN 2022**

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée  
**Anne TAGAND**



